

Je ne suis qu'un simple citoyen, libre et responsable, qui lance cette :

Supplique et sollicitation à tous les responsables détenant une parcelle d'autorité légale Française.

Le document ci-joint, sous forme de "lettre ouverte", s'adresse à tous les "**responsables**" du pays à qui il resterait un soupçon d'honnêteté et de citoyenneté pour "**auto-saisine et action**".

**Au Procureur de Paris, à tous les Procureurs de France,
Aux Doyens des juges d'instruction de toutes les juridictions,
Aux membres de la Cour de Justice de la République
Aux derniers membres honnêtes des : Conseil d'État,
Conseil Constitutionnel, Conseil Supérieur de l'Audiovisuel,
A toutes les autorités médicales et aux syndicats professionnels,
Aux Etat-Majors militaires et à leurs services médicaux,
A tous les élus locaux, libres et non serviles...**

Ce document s'adresse aussi à tous les citoyens (encore dignes de ce nom et de leur droit de vote) pour qu'ils entrent en résistance affichée contre un pouvoir devenu criminel et "satanique" (agressions multiples sur les enfants et leur santé).

Il s'adresse également aux quelques professionnels honnêtes de l'information qui osent critiquer et argumenter contre les décisions gouvernementales dont le ridicule et l'incohérence démontrent la malhonnêteté délibérée. Qu'ils aient la lucidité et le courage d'aller aux CONCLUSIONS de leurs analyses (ce sont "les autres" que les tribunaux devront juger).

La langue Française permet de "bien nommer" les choses ("*Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément.*") et il n'y a ni injure, ni diffamation, ni insulte de quelque nature que ce soit à parler --de trahison et de traîtres, --de crime contre l'humanité et de criminels, --de corrompus par conflits d'intérêts, vendus aux profits monstrueux de la haute finance internationale et notamment du "BigPharma".

Article 35 de la Déclaration de 1789 :

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

L'heure de la résistance pour la défense de nos droits les plus légitimes **est venue.**



Appel à tous les "responsables" pour faire cesser les crimes sanitaires du gouvernement Français et défendre les droits des citoyens et du pays.

Les Français sont en droit d'attendre --de leur **gouvernement** et de **tous** les élus, --de **toutes** les institutions judiciaires, et --de leurs **forces militaires**, **une protection constante** des citoyens et du pays, dans tous les domaines et contre tous les ennemis. La situation devient délicate lorsque ces ennemis sont "de l'intérieur", dans au moins deux des catégories ci-dessus (partie des élus corrompus ou "aveuglément-soumis", ou des magistrats politisés ou corrompus...).

L'ensemble des constats sur la gestion du virus-Covid **depuis deux ans** pose deux questions :

- a. "les décisions prises constituent-elles un crime contre l'humanité ?" ,...**
- b. "y a t-il haute trahison au sommet de l'État ?"**

Rappelons les principaux faits et décisions depuis début 2020 :

1. Selon les protections individuelles prévues par une dizaine d'accords, traités, directives, depuis **Nuremberg**, **AUCUN** gouvernement n'est légitime à poser **NI une obligation de traitement** sans l'accord des individus, **NI une "interdiction de soins"** avec des médicaments connus et éprouvés.

Or ces interdictions et contraintes sur le personnel médical sont **toujours en vigueur**, (la majorité des décès réels leur est donc imputable),

2. Un et demi après le début de l'épidémie, **AUCUN** caractère de gravité exceptionnel de la maladie (nombre réel des décès?) **ne justifie la propagande** permanente, mensongère et alarmante du gouvernement qui truque tous les chiffres qu'il annonce (hôpitaux, décès, "cas" incertains),

3. L'utilisation ("imposée") de produits expérimentaux **en cours de tests** et avec des **effets secondaires graves** (mais largement dissimulés), est totalement **illégale** puisque basée sur des **mensonges d'Etat**, la **mise en danger des enfants** avec ces produits est tout spécialement un **crime impardonnable**,

4. L'**interdiction de parole** faite à tous les scientifiques qui contestent les analyses et décisions gouvernementales témoigne de la malhonnêteté de nos dirigeants qui n'hésitent pas à utiliser des études truquées (Lancet-22/05/2020) pour appuyer leurs décisions,

5. Les diverses **contraintes**, sanitaires et/ou économiques, édictées depuis début 2020 sont donc **toutes illégitimes, abusives** (et **nuisibles aux intérêts** des citoyens et du pays : "haute trahison").

CHACUN de ces points est à lui seul, par le nombre de victimes, constitutif d'un **crime contre l'humanité**. Leur **ADDITION** montre que cette **stratégie est délibérée** (préméditation).

La conclusion est simple : il n'y a comme **explication** de ces décisions abusives et criminelles de nos dirigeants que la **corruption**, les **conflits d'intérêts** avec les profits des sociétés pharmaceutiques, la **volonté délibérée** de ruiner l'économie pour **paralyser et soumettre la population** à un "Nouvel Ordre Mondial" qui affiche maintenant ses projets au grand jour (Klaus Schwab, forum de Davos). Cela s'appelle, en bon français, pour des "dirigeants",

FORFAITURE et HAUTE TRAHISON.

Il est temps désormais **d'appeler les choses par leur nom**, et de mettre en accusation **des dirigeants** (et des institutions juridiques malhonnêtes et corrompues -CSA, C.d'État, C.Constitutionnel...) **qui ne sont plus légitimes mais bel et bien devenus des traîtres et criminels de type mafieux.**

Le nombre de victimes mondiales (physiques, mentales, économiques, et **comprenant même des enfants**) de ce "crime-Covid" en fait indubitablement un **crime contre l'humanité** qui surpasse largement tous ceux qui ont précédé dans l'histoire.

.../...

Nous appelons donc les responsables encore honnêtes : --élus de tous niveaux, même "locaux", --membres de toutes les collectivités publiques, membres des instances /administratives, /médicales, /judiciaires, --membres des institutions militaires,

A SE SAISIR DE CE DOSSIER pour faire cesser en urgence ce crime organisé, faute de quoi tous ceux qui, **disposant d'une parcelle d'autorité**, n'auront rien fait pour l'arrêter en **deviendront complices** devant les tribunaux spéciaux à venir...

Et nous appelons les citoyens à résister à ce crime d'Etat au lieu de s'y soumettre aveuglément et d'en devenir, eux aussi, complices.

Pour avertissement officiel et plaintes à venir (sans prescription possible).

Selon les critères de l'OMS de létalité et contagiosité, voici la place du "covid" :

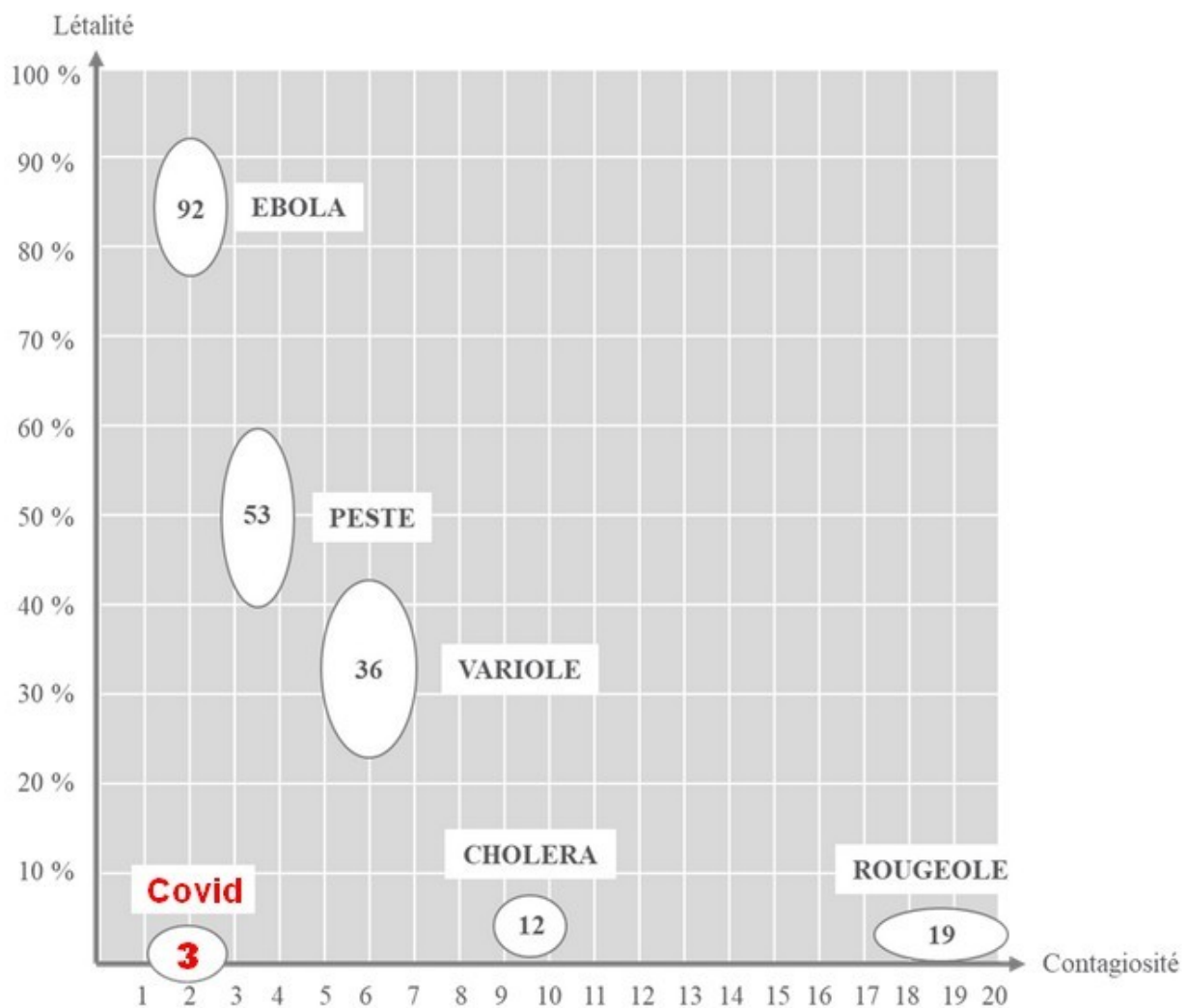


Schéma simplifié tiré des sources suivantes (OMS, CDC, Lancet, Chine, Canada, autres) :

<https://infobeautiful4.s3.amazonaws.com/2014/10/IIB-microbescope-1276x2.png>

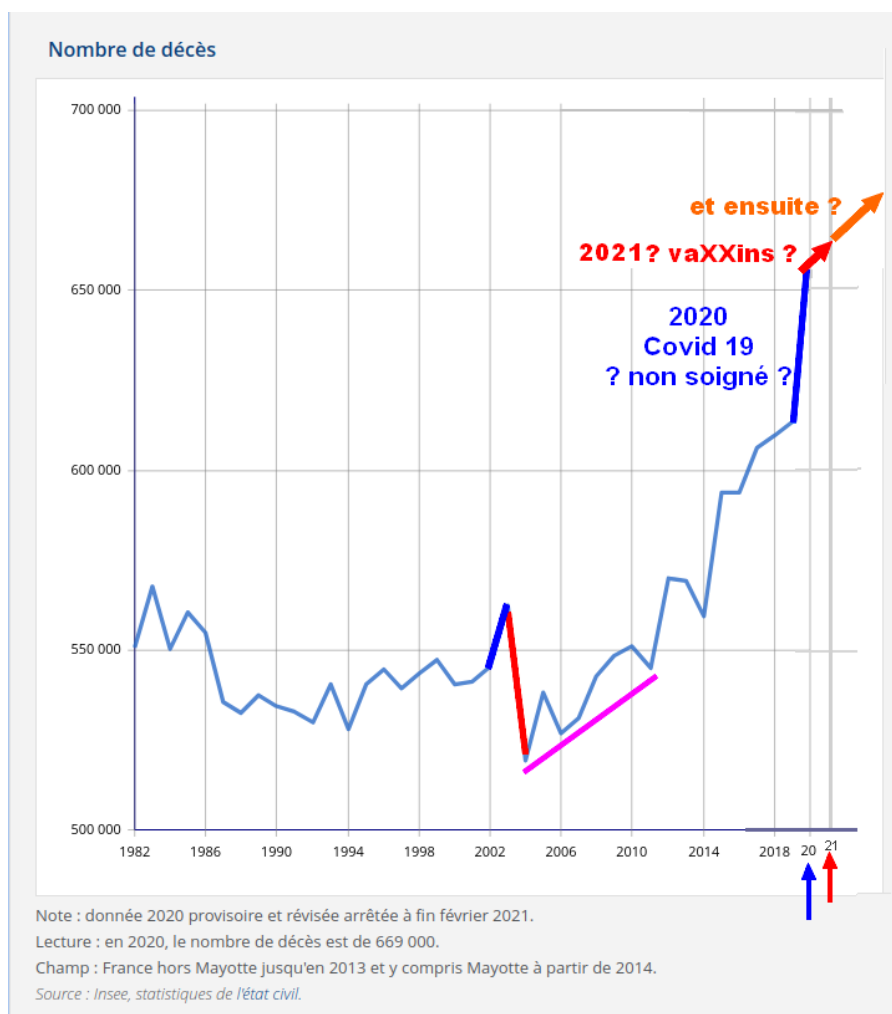
https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/02/20/2019-ncov-un-virus-peu-contagieux-et-dont-la-letalite-est-plutot-faible_6030246_4355770.html

L'INSEE, l'ATIH, la Défenseure des Droits, la CNIL, ont contredit le gouvernement sur les chiffres, ou l'ont interpellé à plusieurs reprises sur les abus de ses décisions.

L'évolution actuelle des contaminations avec plus de 80 % de la population vaXXinée est une preuve évidente des mensonges gouvernementaux "**tous vaXXinés, tous protégés**".

INSEE : total décès mens. France				
Année	Mois	Valeur	Cumul	Delta / 2019
2021	Décembre			
2021	Novembre			
2021	Octobre	53 400	542 200	35 820
2020	Décembre	64 295	668 922	
2020	Novembre	66 237		
2020	Octobre	58 197	538 390	32 010
2019	Décembre	54 958	613 243	
2019	Novembre	51 905		
2019	Octobre	50 410	506 380	base

La page INSEE d'origine : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001641603>



Le graphique INSEE (sans nos soulignages) : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2383440>